FSU
Action fédérale non titulaires
Jeudi 15 octobre 2015

Compte rendu de la rencontre avec le groupe communiste au Sénat (14h – 15h30)

Le groupe était représenté par :

- Christine Prunaud (Sénatrice des Côtes d'Armor)
- Michel Le Scouarnec (Sénateur du Morbihan)
- Caroline Nugues (Assistante parlementaire de la Sénatrice des Hauts de Seine Brigitte Gonthier-Maurin)
- Julien Gorcia (Assistant parlementaire du Sénateur de Moselle, Patrick Abate)

La FSU était représentée par :

- Jean-Marie Le Boiteux, Secrétariat FSU – SG SNETAP-FSU
- Nadège Fagnot, SNES
- Jérôme Thomas, Snu-Clias

Après avoir développé le contexte de la journée d'action, nous avons brossé le tableau de la situation de l'emploi précaire dans l'ensemble de la fonction publique. Le dossier de la journée et une motion du SNES leur ont été remis. Nous avons aussi rendu compte des différents témoignages de la matinée.

Nos interlocuteurs nous ont dit ne pas avoir mesuré l'ampleur de la précarité, même s'ils étaient conscients du problème et particulièrement sensibilisés à cette question.

Nous avons ensuite longuement développé, à partir du témoignage de Nadège, la situation des AESH : Leur situation plus que précaire et la difficulté, dans ces conditions, d'assurer la continuité du service public. Les 2 Sénateurs ont paru très sensibles à cette question et ont proposé de poser une question (écrite ou orale, à voir selon l'intérêt de l'une ou l'autre) au gouvernement. Le Sénateur Michel Le Scouarnec, qui semblait particulièrement sensible à ce sujet a proposé de prendre en charge ce dossier. Ils envisagent également de demander un bilan de la CDIisation, voire une commission d'information qui serait confiée au Sénat.

Nous avons abordé ensuite la question de la précarité dans la FPT, avec la multiplicité d'employeurs et la disparité de traitement que cela entraîne, et demandé à ce que la loi soit plus prescriptive auprès des employeurs publics, fussent ils des collectivités territoriales.

Puis nous avons abordé la question de la déprécarisation, en soulignant les nombreuses lacunes du « plan Sauvadet ». Les Sénateurs ont proposé d'étudier la possibilité d'intervenir dans le débat sur la loi déontologie, qui doit aborder ce sujet au détour de l'amendement gouvernemental qui doit prolonger la loi Sauvadet. Ils envisagent également de demander un bilan de cette loi. Ils ont aussi évoqué la perspective d'intervenir sur ce sujet à l'occasion du débat budgétaire.

Puis nous avons évoqué la question de l'amélioration de la situation des ANT (Salaires, conditions de réemploi ...). Sur cette question, ils nous ont fait part de leur difficulté à intervenir, ces dispositions relevant du réglementaire (qui est de la responsabilité du seul gouvernement) et non de la loi (qui est leur seul domaine d'intervention).

En conclusion, nous avons eu une écoute attentive, et des engagements à intervenir par différents moyens et à nous en rendre compte. Tout en soulignant que leurs capacités d'intervention sont limitées, d'une part du fait du rôle restreint du Sénat, mais aussi de leur position minoritaire au sein de la minorité du Sénat. Au mieux peuvent ils intervenir comme aiguillons, et provoquer le débat.